

INTERSYNDICALE LILLOISE: SUD étudiant-e , CNT-SSEC, UNEF, SNE-SUP, SUD éducation, SNCS, SPIVA-SNTRS-CGT

POUR LA DEFENSE DU SERVICE PUBLIC DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE

Dans la logique d'application de la LRU, le gouvernement nous promet de mettre en oeuvre tous les moyens pour assurer la réussite des étudiants, le déroulement des carrières professionnelles, l'avenir des Universités. Et on commence à en voir les résultats : des besoins croissants font face à un déclin des ressources publiques et à une précarisation de nos conditions d'études et de travail.

Le Plan Campus, c'était 5 milliards promis pour les Universités – enfin les 10 Universités qui pouvaient prétendre à des investissements privés. De nombreuses Universités – dont celles de Lille mais aussi de l'Artois et du Littoral – sont restées sur le carreau. Toutes les Universités ont besoin de financement pour satisfaire à la rénovation des locaux et au recrutement de personnel.

CASSE DES STATUTS ET SUPPRESSIONS DE POSTES, OU COMMENT GOUVERNER UNE UNIVERSITE AVEC UN BUDGET RESTREINT.

Le ministère lance un projet de « nouveau management » des ressources humaines visant à organiser la casse de la fonction publique. **Il annonce 900 suppressions de postes** : 450 titulaires (emplois techniques de cat. C), 225 allocations de recherche et 225 financements post-doc (CDD). **Le statut des enseignants-chercheurs, défini par le décret de 1984, serait remis en cause au profit d'une gestion patronale des postes** : le Président prendrait les pleins pouvoirs dans la gestion des carrières, la modulation des services s'effectuerait de manière à individualiser les carrières (alourdissement des charges d'enseignement pour certains), la concurrence serait attisée par l'instauration de primes d'intéressement...

En revanche, les présidents sortiraient gagnants de cette affaire puisqu'ils bénéficieraient d'une réévaluation de leurs indemnités de charge administrative (de 25 à 40 000€).

RÉFORME IUFM ET PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE, OU COMMENT DÉGRADER LA VALEUR DE NOS DIPLÔMES.

La réforme de la formation et des concours des enseignants prévue par le gouvernement à la rentrée 2009 ferait passer l'accès aux concours de bac+3 (actuellement) à bac+5.

Sachant qu'un faible pourcentage d'étudiants arrive au niveau bac+5, **c'est toute une génération qui risque de se retrouver avec un diplôme de licence déqualifié** et qui n'offrira plus de réelles garanties en termes de conditions de travail et de salaire.

Mais surtout la masterisation des formations pose de nombreuses interrogations sur l'enseignement de la pédagogie et sur le contenu même des masters. **La formation ne serait plus élaborée en fonction de critères nationaux mais pourrait être modulée selon les ressources et les orientations de chaque Université.** A cela s'ajouterait la **perte du statut de fonctionnaire stagiaire** qui assure aux jeunes enseignants une rémunération pendant leur stage. Ce sont 24 000 postes que le gouvernement n'aurait plus à financer! En somme, la majorité des étudiants risque de se retrouver avec un diplôme dont le contenu et la valeur seraient cassés par les réformes actuelles.

TOUS EN GREVE LE 20 NOVEMBRE!

L'ensemble des attaques du gouvernement ont un but simple : il s'agit de démanteler toujours un peu plus ce qui reste du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le 20 novembre, des manifestations unitaires auront lieu partout en France pour répondre aux attaques contre la communauté universitaire et l'Education nationale.

C'est en nous mobilisant TOUS ENSEMBLE, sur tous les fronts, que nous imposerons d'autres choix pour nos études, nos emplois et nos services publics.

MANIFESTATION JEUDI 20 NOVEMBRE 2008 DEPART 14H30 PORTE DE PARIS

